

Sous la direction de
Matthieu Adam et Émeline Comby

Le capital dans la cité

Une encyclopédie critique de la ville

{extrait}

Éditions Amsterdam

2020

Sommaire

Introduction	9
Adaptation au changement climatique	29
Agriculture urbaine	39
Airbnb	53
Art	65
Austérité	77
Contrôle	89
Démolition	101
Désindustrialisation	115
Données	125
Éducation	139
Espace public sonore	149
Financiarisation	161
Imagerie	173
Indésirables	185
Logement social	199
Marketing	211
Migration	225
Mobilité	235
Périurbanisation	247

Précarité	261
Privatisation	273
Reconquête des fronts d'eau	285
Renouvellement urbain	301
Rente	313
Réseaux techniques	327
Smart city	337
Vacance	351
Verticalisation	361
Ville durable	377
Zones logistiques	393
Bibliographie	407
Remerciements	445
Présentation des autrices et des auteurs	447
Index	451

Introduction

Un capitalisme à visages urbains

Mai 2016. Berlin accueille le Metropolitan Solutions, un salon international dédié à la « ville de demain », c'est-à-dire aux innovations technologiques et managériales en matière d'immobilier, de mobilité et de logistique urbaines, de réseaux (d'eau, de déchets, d'énergie), de construction ou encore de sécurité. Le leader mondial de la fourniture d'espaces de stockage des données numériques, Amazon Web Services, et le chauffagiste Viessmann figurent parmi les sponsors principaux du salon. Ce dernier est aussi soutenu par différentes institutions publiques, à l'image de la Commission européenne, de la Chambre du commerce et de l'Office du tourisme de Berlin.

Lors de ce salon, Venkaiah Naidu, ministre indien du Développement urbain et du logement, et Barbara Hendricks, ministre allemande de l'Environnement, rendent publique la signature d'un contrat de collaboration indo-allemand « pour le développement urbain durable ». Ce contrat associe des institutions publiques des deux pays, mais aussi l'industriel allemand Siemens et le transporteur indien M. P. Group, pour contribuer à la réalisation de « 100 villes intelligentes » en Inde, dans le cadre du programme Smart Cities Mission.

En janvier 2016, François Hollande, alors président de la République, a annoncé que la France contribuerait à trois de ces projets urbains en leur accordant son expertise technique et des prêts, via l'Agence française de développement. L'un d'eux concerne Pondichéry. Pendant près de trois siècles (1673-1962), cette ville côtière a été un comptoir colonial, sur lequel

la France s'est appuyée pour tenter de concurrencer la domination des compagnies coloniales néerlandaises puis anglaises sur la région. Quelques décennies après la cession de propriété à l'Inde, le projet « Pondichéry ville *smart* » ouvre de nouvelles perspectives d'investissements et de bénéfices pour les entreprises françaises : Alstom, Engie, Egis, Legrand, Veritas ou Accor hôtels comptent parmi les premiers partenaires.

« L'idée est de créer un modèle reproductible, qui puisse être un phare pour les autres villes » a expliqué le ministre indien du Développement urbain lors de l'annonce des vingt premiers lauréats en janvier 2016. Les technologies mises en œuvre sont censées être au service des populations, mais surtout de l'« attractivité » de ces territoires, véritable dogme des villes entrepreneuriales (Harvey 1989). Aux yeux de leurs édiles, la labellisation comme *smart city* sonne comme la promesse de l'arrivée prochaine d'investissements industriels, financiers et immobiliers et d'une clientèle solvable, qu'il s'agisse d'habitants et d'habitantes ou de touristes.

Les mots d'ordre, les « solutions technologiques », l'architecture mondialisée, le marketing territorial, les industries impliquées, les partenariats entre institutions publiques et entreprises privées (PPP), la mise en scène des coopérations internationales et la valorisation des investissements étrangers... Smart Cities Mission a un goût de déjà-vu. Sa spécificité est qu'elle concerne l'Inde, où un quart de la population urbaine vit en dessous du seuil de pauvreté et n'a accès ni à l'eau potable ni à l'électricité (Dupont 2017). Toutes les grandes villes du pays font face à une pénurie de logements décents. Un cinquième environ de leur population habite dans des bidonvilles où les expulsions sont quotidiennes. Parallèlement, les niveaux de pollution auxquels sont exposées les populations des grandes villes indiennes atteignent des sommets. Dans le classement des 500 villes à la plus forte concentration de particules fines qui a été édité en 2016 par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) figurent pas moins de 98 agglomérations indiennes. Les premières victimes de cette pollution sont les franges pauvres de la population, celles-là mêmes qui ont difficilement accès aux commodités et aux services urbains les plus élémentaires. Dans ce contexte, soutenir la production massive de villes dites « connectées » ou « intelligentes », et dotées des technologies censées être les plus performantes en matière environnementale, sonne comme une provocation. Au regard de la situation indienne, la violence symbolique du programme Smart Cities Mission et la voracité des multinationales et des États étrangers apparaissent sous une lumière crue.

Capitalisme urbain

L'objectif de cet ouvrage est de donner des outils pour comprendre, penser et agir sur les transformations urbaines en cours sous le régime capitaliste, ici compris comme un système économique, idéologique et politique fondé sur a/ la propriété privée des moyens de production et d'échange, b/ l'accumulation via la remise en circulation perpétuelle du capital, et c/ une organisation du travail qui s'appuie sur le salariat.

Le capitalisme urbain se définit comme le mode de spatialisation du capitalisme dans les villes. Selon les mots de Rob Shields (1991), la spatialisation est « la construction sociale de l'espace tant au niveau de l'imaginaire social (mythologies collectives, présupposés) qu'à celui des interventions d'aménagement (par exemple sur l'environnement bâti) ». Le « mode de spatialisation » est alors la manière dont les activités et phénomènes sociaux prennent des formes spatiales, à la fois matérielles et symboliques, dans une société donnée. Cette spatialisation connaît des variations géographiques, culturelles et politiques. Il y a donc un capitalisme urbain, au singulier, mais des concrétisations multiples.

Mobiliser la notion de spatialisation pour définir le capitalisme urbain présente quatre intérêts principaux. Premièrement, elle permet de penser l'imbrication des échelles et le dépassement de l'espace comme simple substance matérielle, en affirmant sa nature intrinsèquement relationnelle, centrale pour échanger et diffuser des valeurs d'usage, des valeurs d'échange et des valeurs morales. La spatialisation relie donc des objets habituellement séparés dans l'analyse – ici des mécanismes d'urbanisation du capital, des processus productifs, des rapports sociaux et des représentations –, dans l'optique d'en montrer les imbrications. Deuxièmement, la spatialisation a une dimension historique et matérialiste, au sens où elle permet de distinguer l'espace et la manière dont il est construit à un moment, à un endroit, par un groupe ou une société particulière, donc par des rapports sociaux spécifiques. Imposer son mode de spatialisation est un des moyens des systèmes hégémoniques, dont le capitalisme est assurément, pour s'imposer à toutes et à tous comme une évidence. Troisièmement, la spatialisation insiste à la fois sur la manière dont les valeurs et les significations sociales se fixent dans les espaces et la manière dont elles évoluent avec lui. Elle permet donc de penser comment les valeurs, les représentations, les images ou les mythologies des espaces sont produites par les institutions, les entreprises privées, les urbanistes et les architectes, mais aussi les populations. Quatrièmement, la notion invite à penser la manière dont la

définition, l'identification ou l'identité d'un espace en particulier résonne avec un ensemble bien plus large de connaissances et de croyances (Soja 1996). Rob Shields (1991) donne les exemples de la crédibilité d'une découverte scientifique, renforcée par le fait qu'elle serait produite dans une ville (Cambridge, Oxford) ou dans une université prestigieuse (Harvard, Yale), de la fiabilité d'un produit (les montres suisses, la qualité allemande) ou de sa qualité gustative (un vin de Bordeaux, un vinaigre de Modène). Le recours à la notion de spatialisation permet de montrer comment l'espace peut devenir une marque, la justification d'une exception ou de la rareté.

Le capitalisme urbain englobe quatre composantes intriquées : a/ les mécanismes d'urbanisation du capital, b/ les modes de production capitalistes de l'espace (induits par ces mécanismes), c/ les spécificités matérielles et symboliques des espaces ainsi produits, et d/ les rapports sociaux et les représentations sociales qui se développent dans ces espaces. Cette définition englobante découle de l'idée que la compréhension du capitalisme urbain ne saurait se limiter à l'explicitation de la manière dont circulent et se fixent les flux de capitaux. Elle doit aussi inclure une explication de la façon dont les transformations économiques, idéologiques, politiques et technologiques s'incarnent en configurations matérielles, en représentations et en rapports sociaux. Présenté de la sorte, le capitalisme urbain est le résultat de rapports de force entre des actrices et acteurs variés, bien au-delà du groupe des propriétaires des capitaux et des capitalistes, des responsables politiques des territoires urbanisés ou encore des fonctionnaires. Pour en saisir la complexité, il est nécessaire de prendre en compte le rôle joué par d'autres actrices et acteurs traditionnels de l'urbanisme : concepteurs et conceptrices d'espaces comme les architectes, les urbanistes ou les paysagistes ; responsables et personnels des aménageurs publics ou privés, comme les bailleurs sociaux et les promoteurs immobiliers ; chargés de mission des opérateurs de transport public, de réseaux d'eau, d'énergie ou de communications, etc. Il faut aussi analyser l'influence de prescripteurs et prescriptrices de « solutions technologiques », économiques ou organisationnelles que sont, pêle-mêle, les gestionnaires de fonds d'investissement et d'établissements bancaires, les personnels des fournisseurs de services urbains tels que les parkings ou les véhicules en libre-service, les bureaux d'études et les cabinets de conseil ou encore les associations d'usagers et d'usagères, mais aussi les habitantes et habitants qui peuvent se comporter en investisseurs, subir ces stratégies politiques et économiques ou y résister.

{fin de l'extrait}